

## Communiqué du maire de Besançon invité à témoigner à Copenhague

Lorsque la plus grande réunion politique des Nations Unies s'ouvrira à COPENHAGUE ce lundi, les délégués de plus de 190 pays élaboreront un nouvel accord pour la suite du protocole de Kyoto, afin de poursuivre et d'intensifier la lutte contre le réchauffement climatique, dont l'existence et les dangers sont désormais avérés. Pas moins.

Le résultat de ce sommet sur le climat n'aura pas seulement un impact sur l'avenir de la Terre, il influera aussi sur le sort de centaines de millions de gens.

C'est la raison pour laquelle dans un tel contexte, j'ai tenu à exprimer en ma qualité de Maire et Président d'une Agglomération reconnue pour son engagement dans le développement durable et plus particulièrement pour sa politique énergétique et climatique, l'importance que j'attache à ce rendez-vous

Au-delà des engagements des différents Etats, en particulier ceux des pays riches qui portent une responsabilité majeure dans la dette écologique mondiale que nous accumulons depuis plusieurs décennies, ce sommet doit être l'occasion pour la communauté internationale de manifester sa solidarité à l'égard des pays les plus pauvres. Le soutien financier qui sera arrêté à Copenhague pour aider les pays pauvres à lutter contre les effets du réchauffement climatique, tout en se développant, sera de ce point de vue essentiel.

Mais bien au-delà encore, les Etats présents devront aussi montrer leur détermination à s'engager vers un nouveau modèle planétaire de développement économique, social et écologique, avec des financements appropriés. Il est clair que nous ne parviendrons pas à atteindre des objectifs ambitieux si nous ne changeons rien de nos modes de production, de consommation de chaque citoyen et de partage des richesses.

Et j'insiste, si ce sommet aboutit à un accord ambitieux et global, c'est le sort de centaines de millions de gens qui en sera changé. L'avenir de la planète est entre nos mains.

Mais vous savez comme moi, qu'il n'existe pas de solutions toutes faites.

La fiscalité verte ne peut pas être vue comme une solution miracle. La taxe carbone pourrait nous permettre de construire une société et une économie plus sobres en carbone, mais à condition de la fixer à un taux efficace pour l'environnement, et qui ne soit pas créateur d'injustice sociale !

Aussi, l'Etat entend supprimer la taxe professionnelle, la principale recette fiscale des collectivités territoriales, jugée trop pénalisante pour les entreprises. Mais pour que notre engagement pour le climat ait une valeur dans les faits, et non plus seulement sur le papier, des engagements politiques et des actions concrètes sont pourtant nécessaires ! Or, comment

financer cette adaptation au climat si on restreint les marges de manœuvre fiscales des collectivités ?

Je plaide pour que les collectivités jouent un rôle de leader et donnent la cadence pour changer les habitudes, pour développer la sobriété, les énergies nouvelles et la technologie écologique.

D'ailleurs, les socialistes n'ont pas attendu Copenhague pour engager dans les collectivités territoriales qu'ils dirigent des politiques innovantes et audacieuses. Déjà, une part importante des budgets des régions, départements et villes est consacrée aux transports collectifs, au développement des énergies renouvelables, aux aides aux particuliers destinées à l'efficacité et à la lutte contre la précarité énergétique.

Besançon, agglomération porteuse d'un projet de TCSP économiquement ambitieux et innovant, comme dans de nombreuses autres villes et agglomérations socialistes, a pris toute une série de mesures concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Car l'essentiel dans le développement durable, c'est l'action ! Besançon l'a bien compris et le démontre en faisant partie, cette année et encore en 2010, des capitales françaises du Développement durable en mettant en place les instruments financiers suivants :

- la création du fonds Plan Climat, fonds alimenté par 50% des recettes issues du dispositif national des Certificats d'Economies d'Energie et destiné à financer les actions du Plan Climat Energie Territorial de Besançon. La Ville - pionnière en la matière - réinvestira le reste des recettes dans des actions d'économie d'énergie.
- la mobilisation de 200 familles sur le territoire : une occasion unique de repenser notre avenir immédiat de manière très concrète. Ces familles ont vocation à réduire leurs charges énergétiques, d'eau, d'émissions de gaz à effet de serre, à mieux gérer leurs déchets et à être ambassadrices actives pour l'énergie. Ce programme inédit et ambitieux a été baptisé : les « Familles actives pour le Climat ».
- l'emprunt de 1M€ consacré à des travaux d'économies d'énergies, dont les annuités seront couvertes par les gains en énergie.

Plus que de volonté, ces instruments sont une question d'ambition politique pour notre capitale régionale, et une question de morale. Mais les collectivités que nous sommes ne doivent pas être les seules à agir!

Jean-Louis Fousseret se rendra lui-même en qualité de Maire de capitale régionale et Président d'Agglomération, au sommet de Copenhague les 17 et 18 décembre afin de participer à plusieurs forums, pour témoigner de son expérience, dans le cadre des journées d'échanges organisées par le Parti Socialiste.

**Jean-Louis FOUSSERET**

*Maire de Besançon*

*Président du Grand Besançon*

**Contact :**

Thierry MORTON  
Directeur de Cabinet  
tél. : 03.81.61.50.21  
mobile : 06.27.57.68.15